

## Annexe 6

# Convention relative au décompte structuré des prestations et à la transmission électronique des données

entre

**l'Association des Laboratoires de Prothèse Dentaire de Suisse,**  
(ci-après «l'ALPDS») et

**les assureurs conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents,**  
représentés par la

**Commission des tarifs médicaux LAA (CTM),**

**l'assurance militaire (AM),**

représentées par la

**Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Suva),  
division assurance militaire,**

**l'assurance-invalidité (AI),**

représentée par

**l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)**

(ci-après «les assureurs»)

En vertu des points 3 et 10 al. 1 et 4 de la convention tarifaire signée le 3 mai 2017 conclue entre l'ALPDS et les assureurs, est conclu ce qui suit:

## **Préambule**

<sup>1</sup> Dans le cadre de l'introduction coordonnée des tarifs révisés de médecine dentaire et de technique dentaire, les parties concernées ont convenu que le décompte des prestations du médecin-dentiste/fournisseur de prestations pour les prestations de technique dentaire serait transmis aux assureurs conformément aux directives du «Forum Datenaustausch», via un formulaire de facturation uniforme. Le technicien-dentiste (ou le cabinet) élabore un document électronique attestant la fourniture de prestations pour le médecin-dentiste/fournisseur de prestations (cf. modèle figurant aux annexes 1 à 3 de la présente convention). Ce dernier reprend dans le formulaire correspondant les informations transmises et remet ce document à l'assureur avec le bulletin de livraison détaillé et usuel à la branche des laboratoires, de même que les autres documents éventuellement requis pour les travaux à l'étranger (cf. point 5 al. 3 et 4).

<sup>2</sup> Pour le document attestant des prestations fournies, une transmission en ligne via EDI (XML) ou via un formulaire uniforme (ELNF) est définie et convenue explicitement.

## **1. Objet**

<sup>1</sup> La présente convention règle les exigences concernant la transmission du document via un formulaire uniforme (ELNF) attestant des prestations fournies dans le domaine de la technique dentaire, la transmission électronique des données entre le technicien-dentiste et le médecin-dentiste/fournisseur de prestations au moyen d'un transfert standardisé ainsi que le respect des dispositions légales relatives à la protection des données.

## **2. Principe**

<sup>1</sup> La présente convention fait partie intégrante de la convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire.

<sup>2</sup> La loi fédérale sur la protection des données (LPD) du 19 juin 1992 s'applique sous réserve des dispositions de l'ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), notamment son annexe 3 portant sur les procédures d'évaluation de la conformité.

## **3. Eléments de la convention**

<sup>1</sup> Les modèles de documents standardisés attestant des prestations de technique dentaire fournies (ELNF) qui figurent aux annexes 1 à 3 de la présente convention correspondent aux trois variantes de rémunération possibles selon le point 11 al. 1 à 3 de la convention tarifaire du 3 mai 2017. Sur le plan de la forme et de la structure, le document standardisé (ELNF) fait partie intégrante de la présente convention. Il peut être adapté sur décision de l'instance compétente (Commission tarifaire CT).

## **4. Champ d'application**

<sup>1</sup> Les règles énoncées au point 4 de la convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire s'appliquent.

<sup>2</sup> La présente convention n'établit aucun engagement relevant du droit des sociétés entre les parties et d'autres participants à la convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire. Aussi, aucune des parties n'est autorisée à agir ou à conclure des conventions au nom des autres, ni à les représenter.

## 5. Droits et obligations

<sup>1</sup> Le technicien-dentiste s'engage à établir un document attestant des prestations fournies via un formulaire uniforme (annexes 1 et 2 de la présente convention) et à le transmettre au médecin-dentiste/fournisseur de prestations via l'une des deux variantes présentées à l'al. 2.

<sup>2</sup> Le technicien-dentiste s'engage à choisir l'une des conditions/variantes techniques présentées ci-dessus pour transmettre au médecin-dentiste/fournisseur de prestations le document attestant des prestations fournies:

### 1. Transmission en ligne via EDI (XML):

- a) Traitement par un intermédiaire EDI
- b) Mise en œuvre conformément au standard XML 4.3 ou à une version ultérieure (les dernières publications et directives du «Forum Datenaustausch» s'appliquent: <http://www.forum-datenaustausch.ch/>)

### 2. Transmission via un formulaire uniforme (ELNF)

- a) Document attestant des prestations fournies établi conformément aux directives du formulaire uniforme (ELNF; annexes 1 à 3 de la présente convention), version 4.3 ou ultérieure (les dernières publications et directives du «Forum Datenaustausch» s'appliquent: <http://www.forum-datenaustausch.ch/>)
- b) Le formulaire uniforme peut être établi soit via le logiciel du technicien-dentiste soit via le formulaire de décompte PDF (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention ou d'une version plus récente de celle-ci).

<sup>3</sup> A chaque livraison d'un dispositif sur mesure, il convient d'envoyer au médecin-dentiste/fournisseur de prestations, en plus du document attestant des prestations fournies, le bulletin de livraison détaillé et usuel à la branche (cf. point 10 al. 1 de la convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire) afin que celui-ci le transmette à l'assureur.

<sup>4</sup> Dans le cas de dispositifs sur mesure considérés comme fabriqués partiellement ou entièrement à l'étranger conformément à la convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire (cf. point 11 al. 2 et 3 de la convention tarifaire relative aux prestations de technique dentaire ou annexes 2 et 3 de la présente convention du 3 mai 2017), les documents supplémentaires suivants doivent être envoyés au médecin-dentiste/fournisseur de prestations afin que celui-ci le transmette à l'assureur:

- a) Copie(s) des bulletins de livraison et factures établis pour les travaux ou étapes de production réalisé(e)s partiellement ou entièrement à l'étranger (cf. annexe 5 de la présente convention) et
- b) Copie de la/des décision(s) de taxation de l'administration des douanes pour la TVA (cf. annexe 4 de la présente convention). Il n'est pas nécessaire de fournir un document attestant de l'importation correcte en Suisse si l'entreprise qui émet la facture dispose d'une déclaration d'engagement au sens de l'art. 3 de l'ordonnance régissant la taxe sur la valeur ajoutée (autrement dit, la marchandise est envoyée directement au laboratoire depuis l'étranger mais celui-ci n'est pas considéré comme importateur<sup>1</sup>).

<sup>5</sup> Pour le cas où la première variante est appliquée (transmission en ligne via EDI), les parties conviennent d'utiliser «Extensible Markup Language», XML, comme standard et de respecter les directives correspondantes du «Forum Datenaustausch».

---

<sup>1</sup>Plus d'informations sur <http://www.ezv.admin.ch/dokumentation/04033/04713/index.html>, Publication 52.25 «Lieu de la livraison et importateur lors d'importations».

<sup>6</sup> L'élaboration ou l'acquisition des documents requis pour le décompte à transmettre à l'assureur via le document électronique attestant des prestations fournies (cf. point 5 al. 3 et 4) dans le cas de dispositifs sur mesure fabriqués par le médecin-dentiste/fournisseur de prestations dans son cabinet ou de travaux de technique dentaire qui sont directement (c'est-à-dire sans recours à un laboratoire sis en Suisse) confiés à un laboratoire/fabricant situé à l'étranger incombe au médecin-dentiste/fournisseur de prestations.

## **6. Protection des données**

<sup>1</sup> Toute personne intervenant dans le processus de transmission du document attestant des prestations de technique dentaire fournies déclare garantir la protection des données conformément à la loi fédérale sur la protection des données, selon le point 2 de la présente convention.

<sup>2</sup> Les données et groupes de données transmis au médecin-dentiste/fournisseur de prestations via le document attestant des prestations de technique dentaire fournies contiennent des données personnelles particulièrement sensibles, au sens de l'art. 3 let. c de la loi fédérale sur la protection des données.

<sup>3</sup> Les assureurs, les techniciens-dentistes et les intermédiaires EDI s'engagent à prendre toutes les mesures raisonnablement exigibles afin que l'ensemble des données du document attestant des prestations fournies se trouvent dans leur domaine d'accès et de compétence ne soient pas accessibles à des tiers non autorisés.

<sup>4</sup> L'intermédiaire EDI est un tiers mandaté au sens de l'art. 14 de la loi fédérale sur la protection des données. Il doit garantir dans une déclaration de protection des données qu'il n'utilise les données de décompte des prestations qu'il transmet que dans le cadre de l'échange électronique entre les participants, qu'il ne les interprète pas et qu'il ne les évalue pas à des fins statistiques.

## **7. Litiges**

<sup>1</sup> Pour les litiges entre les assureurs et les laboratoires/cabinets, la Commission tarifaire (CT) fait office d'instance de conciliation contractuelle. Ce point est réglé plus en détail dans l'annexe 3 de convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire.

## **8. Entrée en vigueur, adaptation, résiliation**

<sup>1</sup> La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>2</sup> La présente convention tarifaire peut être résiliée fin juin ou fin décembre de chaque année, dans le respect d'un préavis de douze mois.

<sup>3</sup> Les parties s'engagent à entamer immédiatement de nouvelles négociations après la résiliation de la convention.

- Annexe 1: Modèle «ELNF» pour les dispositifs sur mesure fabriqués par un laboratoire sis en Suisse et conformes à la définition «Fabrication en Suisse» selon l'annexe 1 de la convention tarifaire.
- Annexe 2: Modèle «ELNF» pour les dispositifs sur mesure fabriqués par un laboratoire sis en Suisse et non conformes à la définition «Fabrication en Suisse» selon l'annexe 1 de la convention tarifaire.
- Annexe 3: Modèle «ELNF» pour les dispositifs sur mesure fabriqués par un laboratoire/fabricant sis à l'étranger
- Annexe 4: Modèle de document attestant de l'importation correcte en Suisse (décision de taxation de l'administration des douanes pour la TVA)
- Annexe 5: Modèle de bulletin de livraison/facture pour les travaux à l'étranger, à savoir tous les travaux et étapes de production réalisés à l'étranger.

Berne/Lucerne, le 3 mai 2017

**Association des Laboratoires de Prothèse Dentaire de Suisse (ALPDS)**

Le président  
Richard Scotolati

Membre du CC  
Renzo Trachsler

Expert Tarif ALPDS  
Marco V. Camin

**Office fédéral des assurances sociales OFAS  
Division assurance-invalidité**

Le vice-directeur  
Stefan Ritler

**Commission des tarifs médicaux LAA (CTM)**

Le président  
Daniel Roscher

**Caisse nationale suisse d'assurance en cas  
d'accidents (Suva)  
Division assurance militaire**

Le directeur  
Stefan A. Dettwiler